



Hamanié

N° 023 - 28.10.2024

Mian Media

CAMEROUN

Retour de Paul Biya après 50 jours d'absence, la classe politique réagit

CÔTE D'IVOIRE

Rehaussement de la notation de crédit par l'agence Standard & Poor's, de BB- à BB

ÉGYPTE

L'OMS annonce l'éradication totale du paludisme après un siècle de lutte

NIGERIA

Remaniement gouvernemental, Tinubu limoge cinq ministres et en nomme sept nouveaux

PORTRAIT

STRIVE MASIYIWA

Un Pionnier de l'Afrique Connectée

MAGAZINE - HAMANIÉ 023 - 28.10.2024

NOS ARTICLES

3 - 21

Politique

CAMEROUN : RETOUR DE PAUL BIYA APRÈS 50 JOURS D'ABSENCE, LA CLASSE POLITIQUE RÉAGIT

4 - 5

BÉNIN : TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT, OLIVIER BOKO ET OSWALD HOMEKY À NOUVEAU DEVANT LA CRIET POUR DES AUDIENCES À HUIS CLOS

6

NIGERIA : REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL, TINUBU LIMOGÉ CINQ MINISTRES ET EN NOMME SEPT NOUVEAUX

7

RDC : PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION, LA PRÉSIDENTE APPORTE DES PRÉCISIONS SUITE À LA RÉACTION DE L'OPPOSITION

8 - 9

Portrait Strive Masiyiwa : Un Pionnier de l'Afrique Connectée

- Une ascension difficile face aux défis du Zimbabwe
- Une influence qui dépasse les frontières du Zimbabwe
- Un philanthrope engagé pour l'éducation et le développement durable
- Une voix influente pour l'Afrique sur la scène mondiale
- Inspirant une nouvelle génération de leaders africains
- Strive Masiyiwa en 5 dates clés



10 - 14

Économie

CÔTE D'IVOIRE : REHAUSSEMENT DE LA NOTATION DE CRÉDIT PAR L'AGENCE STANDARD & POOR'S, DE BB- À BB

15 - 16

LES DÉFIS BUDGÉTAIRES DU SÉNÉGAL : UN ÉQUILIBRE À TROUVER

17

Société

ÉGYPTE : L'OMS ANNONCE L'ÉRADICATION TOTALE DU PALUDISME APRÈS UN SIÈCLE DE LUTTE

18 - 19

FRANCIS NGANNOU : LE RETOUR GAGNANT DU COMBATTANT CAMEROUNAIS SUR LE RING

20 - 21



Retour de Paul Biya après 50 jours d'absence

la classe politique réagit

Le retour de Paul Biya, président du Cameroun, dans son pays après une absence prolongée a suscité de nombreuses réactions sur les plans politique et social. En poste depuis 1982, Paul Biya reste une figure centrale de la politique camerounaise, et son retour a ravivé les débats sur son leadership et l'avenir du pays.

RETOUR DE PAUL BIYA APRÈS 50 JOURS D'ABSENCE, LA CLASSE POLITIQUE RÉAGIT

Photo : Le Monde



UN RETOUR ATTENDU

Après plusieurs semaines d'absence, Paul Biya est rentré au Cameroun, mettant fin aux spéculations sur sa santé et son état de bien-être. Son retour a été accueilli par ses partisans, qui le considèrent comme le garant de la stabilité du pays. D'autres, cependant, expriment des préoccupations quant à la continuité de son régime et aux défis auxquels le Cameroun est confronté, notamment en matière de sécurité et de développement économique.

RÉACTIONS POLITIQUES

Les réactions politiques à son retour sont variées. Les membres de son parti, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), ont célébré son retour comme un signe de force et de résilience. En revanche, l'opposition a saisi cette occasion pour rappeler les problèmes persistants du pays, tels que la crise anglophone et les ten-

sions sociales.

UN AVENIR INCERTAIN

Le retour de Paul Biya soulève des questions sur l'avenir du Cameroun. Si certains espèrent une relance des initiatives de développement et une résolution des conflits internes, d'autres craignent que la longévité de son règne soit synonyme de stagnation. Les attentes sont élevées, et de nombreux Camerounais espèrent que ce retour marquera le début d'une nouvelle ère de dialogue et de réformes.

En somme, le retour de Paul Biya au Cameroun est un événement qui ne laisse personne indifférent. Il symbolise à la fois la continuité d'un régime et les défis à relever pour un pays en quête de paix et de prospérité. Les mois à venir seront cruciaux pour observer comment le président et son gouvernement répondront aux attentes de la population et aux enjeux auxquels ils sont confrontés.

Photo : Information TV5Monde



TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT, OLIVIER BOKO ET OSWALD HOMEKY À NOUVEAU DEVANT LA CRIET POUR DES AUDIENCES À HUIS CLOS

Olivier Boko et Oswald Homeky, deux figures politiques influentes au Bénin, sont de nouveau convoqués devant la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) à Cotonou, à partir du 23 octobre 2024. Cette comparution fait suite à une enquête sur une présumée tentative de coup d'État, qualifiée par les autorités judiciaires de « complot contre la sûreté de l'État ».

Il s'agit de la deuxième convocation pour ces personnalités, qui avaient été placées en détention provisoire le 1er octobre.

L'affaire suscite un vif intérêt dans l'opinion publique, en raison de l'implication de personnalités proches du président Patrice Talon. Les accusations de complot soulèvent de nombreuses interrogations parmi les citoyens et les experts, y compris l'ancien président de la Cour suprême, qui juge la situation complexe.

La CRIET, reconnue pour sa rigueur dans le traitement des affaires sensibles, notamment celles liées à la corruption et à la sécurité de l'État, pourrait voir cette affaire influencer significativement le climat politique du Bénin, surtout à l'approche des élections générales de 2026, qui se tiendront dans moins de 20 mois.

Olivier Boko, homme d'affaires et ancien proche du chef de l'État, ainsi que l'ancien ministre des Sports, Oswald Homeky, sont donc attendus pour des audiences qui se dérouleront à huis clos. Bien que l'on ignore si des témoins seront appelés à comparaître, l'instruction pourrait prendre un certain temps avant de déterminer si l'affaire sera jugée ou non. La CRIET organise habituellement deux sessions par an pour les affaires criminelles, mais elle peut également convoquer des sessions spéciales si nécessaire.

NIGERIA

Politique



Photo : AP



REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL, TINUBU LIMOGE CINQ MINISTRES ET EN NOMME SEPT NOUVEAUX

Au Nigeria, le président Bola Tinubu a décidé de limoger cinq ministres et d'en nommer sept autres dans le cadre d'un remaniement ministériel significatif visant à améliorer l'efficacité de son administration, comme l'a annoncé son bureau mercredi. Ce remaniement survient dans un contexte de détérioration des conditions économiques et de mécontentement envers le gouvernement du pays le plus peuplé d'Afrique.

M. Tinubu a désigné de nouveaux ministres chargés de l'Action humanitaire et de la Réduction de la pauvreté, du Commerce et des Investissements, du Travail et du Développement de l'élevage, ainsi que des ministres délégués aux Affaires étrangères, à l'Éducation et au Logement, selon le communiqué officiel. Les ministres de l'Éducation, du Tourisme, des Affaires féminines et du Développement de la jeunesse, ainsi que le ministre délégué au Logement, ont été remerciés.

Élu l'année dernière, M. Tinubu a introduit des réformes visant à réduire les dépenses publiques et à attirer des investissements étrangers en déclin. Cependant, plus d'un an après son accession au

pouvoir, l'inflation au Nigeria a atteint des niveaux records depuis 28 ans, et le naira est à son plus bas historique face au dollar.

La crise du coût de la vie a suscité de nombreuses manifestations de masse ces derniers mois. En août, au moins 20 personnes ont été tuées par balle et des centaines d'autres arrêtées lors d'une manifestation demandant de meilleures opportunités et des emplois pour les jeunes.

Bien que le Nigeria soit l'un des principaux producteurs de pétrole brut en Afrique, il reste l'un des pays les plus pauvres du monde. La corruption chronique fait que le mode de vie des fonctionnaires ne reflète que rarement celui de la population générale, tandis que les professionnels de la santé sont souvent en grève pour protester contre leurs salaires dérisoires.

L'année dernière, M. Tinubu a également approuvé des dépenses de plusieurs millions de dollars pour un yacht présidentiel, ainsi que pour des véhicules utilitaires sport destinés à son épouse et à des hauts fonctionnaires.



RDC

Politique



Photo : AFP



PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION, LA PRÉSIDENTE APPORTE DES PRÉCISIONS SUITE À LA RÉACTION DE L'OPPOSITION

Lors d'un déplacement à Kisangani, mercredi soir, le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a abordé le projet de révision de la Constitution, soutenu par son parti, l'UDPS. Il a qualifié le texte actuel de « dépassé » et a annoncé l'ouverture de travaux l'année prochaine pour envisager cette révision. Ce projet suscite de vives réactions, notamment de l'opposition et d'une partie de la société civile, qui accusent le président Tshisekedi de vouloir s'éterniser au pouvoir.

La porte-parole de Félix Tshisekedi, Tina Salama, a apporté quelques éclaircissements, précisant que le président signera une ordonnance définissant les missions, l'objet et l'ampleur de cette révision constitutionnelle, ainsi que la composition de la commission chargée de travailler sur le projet en 2025. En évoquant un texte « dépassé », le chef de l'État a soulevé des interrogations sur la limitation du nombre de mandats.

Depuis plusieurs semaines, l'opposition et la société civile mettent en garde le président contre toute tentative de prolonger son mandat. Prince Epenge, porte-parole de la plateforme d'opposition Lamuka,

a réaffirmé : « En dépit de la guerre d'agression qui déchire l'est de notre pays, de l'extrême pauvreté qui étouffe des millions de Congolais, du chômage de masse et des détournements de millions, si ce n'est de milliards de dollars, M. Tshisekedi fait du changement de la Constitution sa priorité, au détriment des vraies questions prioritaires auxquelles il faut trouver des solutions. Le peuple avait dit non à la modification ou au changement de la Constitution sous Joseph Kabila. Le peuple est prêt à dire non sous M. Félix Tshisekedi Tshilombo. »

Concernant les préoccupations de la Cenco, Mgr Donatien Nshole, secrétaire général de la Conférence nationale épiscopale du Congo (Cenco), a exprimé sa confiance, soulignant qu'il ne s'agit pour l'instant que d'un projet. Il a rappelé qu'en juin, lors d'une rencontre avec le chef de l'État, les évêques lui avaient conseillé la prudence, et que le président avait répondu positivement. « Le chef de l'État a très bien réagi en disant d'abord que ce n'était pas une question pressante. Dans le contexte sociopolitique actuel, ce ne serait pas indiqué. Il a aussi ajouté qu'il n'a pas l'intention de s'éterniser au pouvoir. Cependant, les discours des ténors de

sa famille politique et l'évolution de la situation sont un peu préoccupants. »

Actuellement, l'article 220 de la Constitution stipule qu'un président congolais ne peut effectuer plus de deux mandats de cinq ans. Cet article est considéré comme « verrouillé » et n'a pas été modifié lors des précédentes révisions sous la présidence de Joseph Kabila. Une modification à ce sujet nécessiterait un changement de la Constitution et non une simple révision. Selon la porte-parole de la présidence, il faudra attendre les conclusions de la commission pour se prononcer.

En ce qui concerne la limitation des mandats présidentiels, Félix Tshisekedi a laissé entendre que cela dépendrait de la volonté du peuple. Un référendum pourrait donc être envisagé pour modifier cette Constitution, ce que Tina Salama a confirmé. Pour l'instant, rien n'est encore décidé et le projet reste ouvert à de nombreuses options. Les soutiens du chef de l'État estiment que c'est une bonne initiative, et son parti, l'UDPS, a d'ailleurs lancé une campagne en faveur de cette révision de la loi fondamentale. Un des ténors du parti, le député Eteni Longondo, a déclaré que le texte actuel ne garantit pas la souveraineté du pays. Concernant la question d'un troisième mandat, il a affirmé que ce serait au peuple de décider : « La Constitution a été écrite dans une période de guerre, alors que la nation congolaise était plus ou moins faible. Maintenant, nous pensons que nous sommes devenus forts et que nous devons écrire une Constitution qui donne aux Congolais la souveraineté de leur terre. Si le peuple congolais nous demande d'ajouter des années à un mandat, par exemple de cinq à sept ou de cinq à neuf, c'est au peuple congolais de décider. Mais pour le moment, nous n'en discutons pas. »

Photo : Nutrition International



Strive Masiyiwa

Un Pionnier de l'Afrique Connectée

Strive Masiyiwa, milliardaire et pionnier de la télécommunication, est l'une des figures les plus influentes et admirées du continent africain. Fondateur du groupe de télécommunications Econet, il a révolutionné l'industrie des télécoms en Afrique, bâtissant un empire qui s'étend bien au-delà du Zimbabwe, son pays d'origine. Son histoire est celle d'une résilience face aux défis et d'un engagement profond envers le développement durable et l'innovation en Afrique.

Une ascension difficile face aux défis du Zimbabwe

Né en 1961 en Rhodésie (actuel Zimbabwe), Strive Masiyiwa a déménagé au Royaume-Uni avec sa famille dans les années 1970, fuyant les violences et instabilités politiques. Diplômé en ingénierie électrique de l'université de Cardiff, Masiyiwa est revenu dans un Zimbabwe indépendant pour y bâtir sa carrière. C'est là qu'il a fondé Econet en 1993, une entreprise qui allait bouleverser le secteur des télécommunications en Afrique. Cependant, il a dû se battre pendant plusieurs années dans un environnement hostile, luttant contre la bureaucratie et des oppositions gouvernementales qui cherchaient à bloquer l'accès de son entreprise au marché.

Après une longue bataille juridique de cinq ans contre le gouvernement zimbabwéen, Masiyiwa a finalement obtenu le droit de lancer Econet Wireless, un service de téléphonie mobile qui deviendra une référence sur le continent. Ce succès, qui l'a propulsé au rang de leader industriel, a aussi marqué le début de son engagement envers une Afrique connectée.



Une influence qui dépasse les frontières du Zimbabwe



Aujourd'hui, Econet est présent dans plus de 15 pays en Afrique et au-delà, offrant des services de téléphonie mobile, d'internet et de transfert d'argent mobile grâce à sa filiale Ecocash, qui a facilité l'accès aux services financiers pour des millions de personnes non bancarisées en Afrique. Cette innovation a été particulièrement cruciale dans des pays où l'infrastructure bancaire est limitée, révolutionnant ainsi la manière dont les Africains accèdent et utilisent les services financiers.

Mais la vision de Strive Masiyiwa s'étend bien au-delà de l'industrie des télécoms. Investisseur dans de nombreux secteurs, il s'intéresse à l'agriculture, à

l'énergie renouvelable, et à l'éducation, entre autres. Avec son fonds de capital-risque Masiyiwa Foundation, il investit dans des entreprises africaines innovantes et des start-ups à fort potentiel

Un philanthrope engagé pour l'éducation et le développement durable

Masiyiwa consacre une grande partie de sa fortune et de son influence à des initiatives philanthropiques. Sa fondation, Higherlife Foundation, qu'il dirige avec son épouse, a déjà aidé des centaines de milliers de jeunes Africains à accéder à une éducation de qualité grâce à des bourses d'études et des programmes de mentorat. En collaboration avec d'autres organismes, il œuvre également pour le renforcement des capacités des jeunes Africains dans les domaines des sciences, des technologies et des mathématiques, domaines clés pour le développement futur du continent.



En outre, il est l'un des principaux défenseurs des énergies renouvelables en Afrique. Avec Econet et d'autres entreprises, Masiyiwa promeut l'accès aux solutions d'énergie solaire pour réduire la dépendance des foyers africains aux sources d'énergie traditionnelles et non durables. Ce combat reflète son engagement en faveur d'une croissance économique plus durable et d'un avenir énergétique propre pour l'Afrique.



Une voix influente pour l'Afrique sur la scène mondiale



Masiyiwa est également un conseiller très respecté dans de nombreuses organisations internationales. Il siège au conseil d'administration de plusieurs grandes entreprises et institutions, comme le Rockefeller Foundation et l'Alliance pour la vaccination Gavi. En 2020, il a été nommé envoyé spécial de l'Union africaine pour le Covid-19, où il a coordonné les efforts de lutte contre la pandémie en Afrique, notamment en veillant à l'approvisionnement du continent en vaccins et en équipements médicaux.

Au-delà de ses réalisations professionnelles, Masiyiwa est un fervent défenseur de la bonne gouvernance, de la transparence et de la lutte contre la corruption. Dans ses prises de parole publiques, il appelle régulièrement les leaders africains à

adopter des politiques favorables à la croissance économique et à la création d'emplois pour les jeunes.



Inspirant une nouvelle génération de leaders africains

L'histoire de Strive Masiyiwa est une source d'inspiration pour des millions de jeunes Africains. En tant qu'entrepreneur autodidacte qui a surmonté les obstacles pour réussir, il incarne l'idée qu'avec la persévérance et l'innovation, l'Afrique peut se transformer. En plaidant pour l'autonomisation des jeunes, l'accès à l'éducation et à la technologie, il espère préparer une génération capable de contribuer activement à l'essor du continent.

Aujourd'hui, Strive Masiyiwa reste une figure emblématique de l'Afrique moderne, un exemple de réussite économique alliée à une philanthropie bienveillante. Sa contribution va bien au-delà des affaires : elle touche au développement social, à l'accès à l'énergie et à la promotion d'un modèle de croissance responsable pour l'Afrique et le monde.

Strive Masiyiwa en 5 dates clés

1

1961 : Naissance à Batié, au Zimbabwe (anciennement Rhodésie)

Strive Masiyiwa naît dans un contexte politique tendu et grandit dans des conditions difficiles, ce qui façonnera sa résilience et son ambition de contribuer au développement de l'Afrique.

2

1993 : Fondation d'Econet Wireless

Il crée Econet, une entreprise de télécommunications qui se heurte à l'opposition du gouvernement zimbabwéen. Cette création marque le début d'une bataille juridique qui propulsera Econet au sommet des télécoms africains.

3

1998 : Victoire judiciaire et lancement d'Econet au Zimbabwe

Après cinq ans de lutte, Masiyiwa remporte son combat contre le gouvernement, lançant officiellement Econet Wireless au Zimbabwe, un succès qui ouvre la voie à une expansion à l'échelle continentale.

4

2008 : Création de Higherlife Foundation

Avec son épouse, il fonde Higherlife Foundation, une organisation caritative dédiée à l'éducation et au soutien des jeunes Africains. Cette initiative bénéficiera à des centaines de milliers de jeunes sur le continent.

5

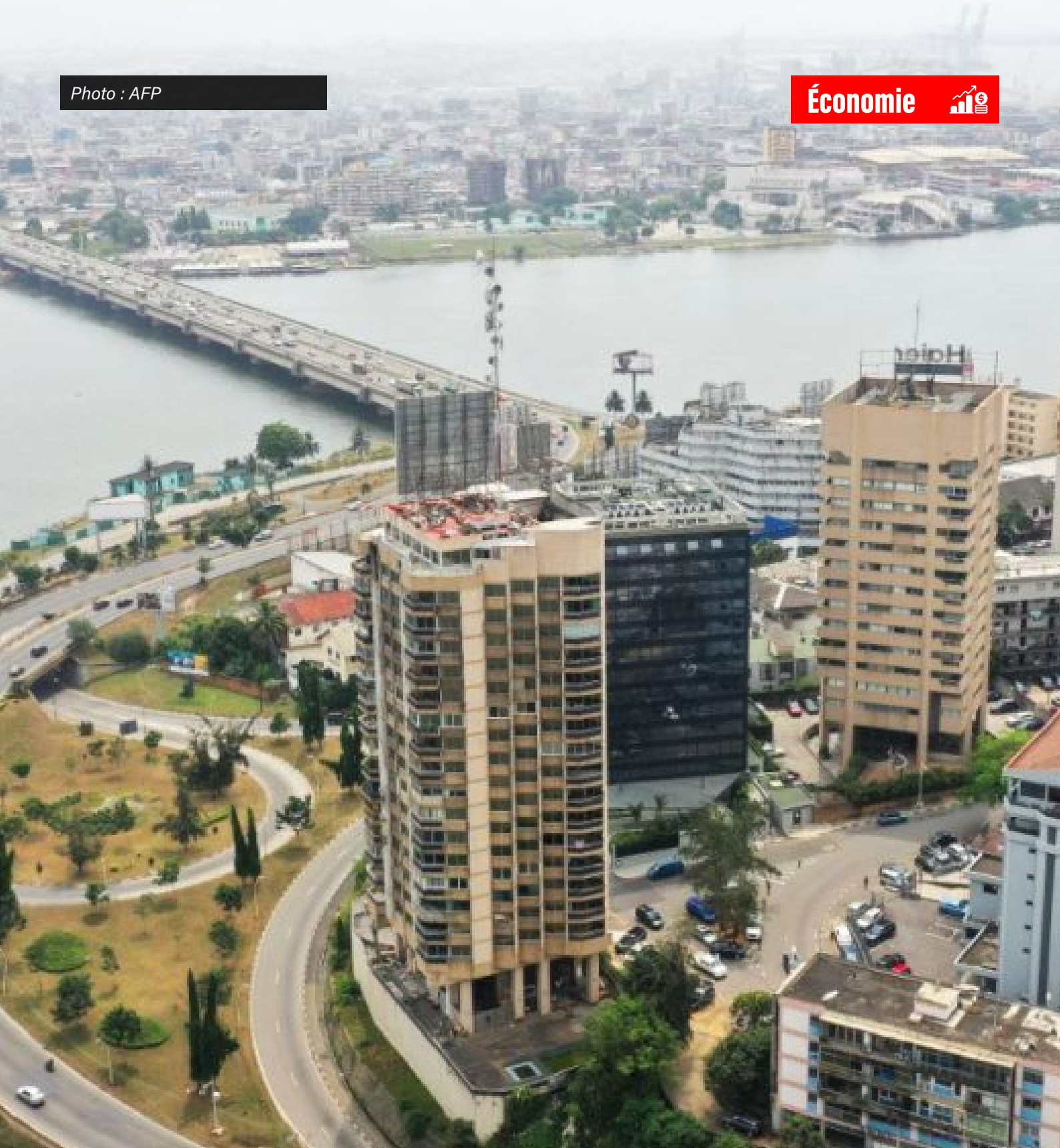
2020 : Nomination comme envoyé spécial de l'Union africaine pour le Covid-19

Avec son épouse, il fonde Higherlife Foundation, une organisation caritative dédiée à l'éducation et au soutien des jeunes Africains. Cette initiative bénéficiera à des centaines de milliers de jeunes sur le continent.



Photo : AFP

Économie



Rehaussement de la notation de crédit par l'agence Standard & Poor's, de BB- à BB

REHAUSSEMENT DE LA NOTATION DE CRÉDIT PAR L'AGENCE STANDARD & POOR'S, DE BB- À BB

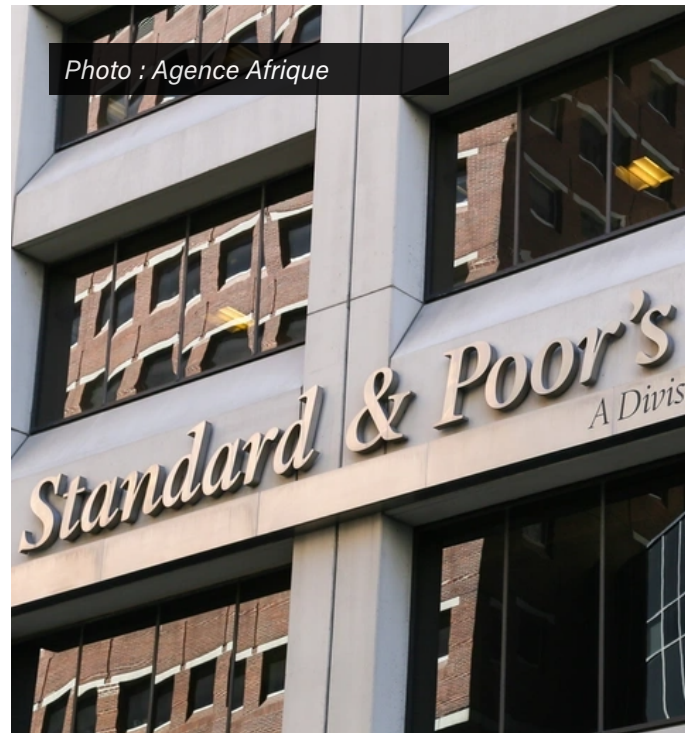
L'agence de notation internationale Standard & Poor's a rehaussé la notation de crédit de la République de Côte d'Ivoire, la faisant passer de BB- (perspective positive) à BB (perspective stable), selon un communiqué du ministère des Finances et du Budget.

Avec cette nouvelle notation, la Côte d'Ivoire se positionne comme le deuxième meilleur crédit d'Afrique subsaharienne, juste derrière le Botswana (noté BBB+, perspective stable), rejoignant ainsi des pays comme le Brésil dans la même catégorie de notation.

Cette décision, qui concrétise la perspective positive accordée il y a cinq mois, en mai 2024, témoigne de l'appréciation par Standard & Poor's des progrès significatifs réalisés par la Côte d'Ivoire ces dernières années sur les plans économique et budgétaire. L'agence exprime également une forte confiance dans les perspectives de croissance et de réduction du déficit à court et moyen termes.

Plusieurs facteurs clés ont été salués par Standard & Poor's dans cette décision. Tout d'abord, la résilience de l'économie ivoirienne, qui a su faire face à des chocs externes successifs, avec une croissance moyenne de 5,6 % durant la période 2019-2024. Cette croissance est également marquée par une diversification croissante, notamment dans les secteurs agroalimentaire et pétrolier.

Ensuite, les perspectives de croissance demeurent encourageantes. La forte croissance devrait se maintenir dans les années à venir, soutenue par l'augmentation de la production d'hydrocarbures grâce à l'exploitation du gisement Baleine depuis août 2023 et à la récente découverte du gisement



Calao.

Par ailleurs, des progrès significatifs ont été réalisés en matière de consolidation budgétaire, avec des mesures crédibles visant un objectif de déficit de 3 % du PIB d'ici 2025.

Enfin, la résilience monétaire de l'UEMOA est également mise en avant, grâce aux mesures prises par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) entre 2019 et 2024. Ces mesures ont soutenu les économies des États membres, assuré l'accès aux marchés de capitaux locaux, tout en garantissant la stabilité des prix et un niveau adéquat des réserves dans la zone.

Résolument engagée sur la voie de l'émergence, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui l'un des pays les plus attractifs du continent et continue d'afficher des perspectives robustes à long terme, sous l'impulsion du Plan National de Développement 2021-2025.

LES DÉFIS BUDGÉTAIRES DU SÉNÉGAL : UN ÉQUILIBRE À TROUVER

Le Sénégal, pays d'Afrique de l'Ouest, fait face à plusieurs défis budgétaires qui influencent son développement économique et social. Malgré des progrès notables dans divers secteurs, la gestion des finances publiques demeure un enjeu crucial pour le gouvernement.

Dépendance aux ressources externes

L'une des principales difficultés budgétaires du Sénégal réside dans sa dépendance aux financements externes. Le pays reçoit une part importante de son budget sous forme d'aides et de prêts internationaux, ce qui le rend vulnérable aux fluctuations économiques mondiales et aux conditions imposées par les bailleurs de fonds.

Gestion de la dette publique

La dette publique du Sénégal a augmenté ces dernières années, en partie en raison des investissements nécessaires pour soutenir la croissance économique. Cependant, un niveau de dette élevé peut limiter la capacité du gouvernement à investir dans des secteurs essentiels comme l'éducation, la santé et les infrastructures. Une gestion prudente de cette dette est donc primordiale pour assurer la stabilité économique du pays.

Dépenses sociales et développement durable

Le Sénégal doit également relever le défi de financer des programmes sociaux pour lutter contre la pauvreté et améliorer le bien-être de sa population. Les dépenses en santé, en éducation et en protection sociale sont cruciales, mais elles doivent être équilibrées avec d'autres priorités budgétaires. Trouver cet équilibre est un défi constant pour les décideurs.

Lutte contre la corruption

Photo : Sika Finance



La corruption reste un obstacle majeur à une gestion budgétaire efficace. Les ressources publiques peuvent être mal utilisées ou détournées, ce qui nuit à la confiance des citoyens et des investisseurs. Renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques est essentiel pour améliorer la situation budgétaire du pays.

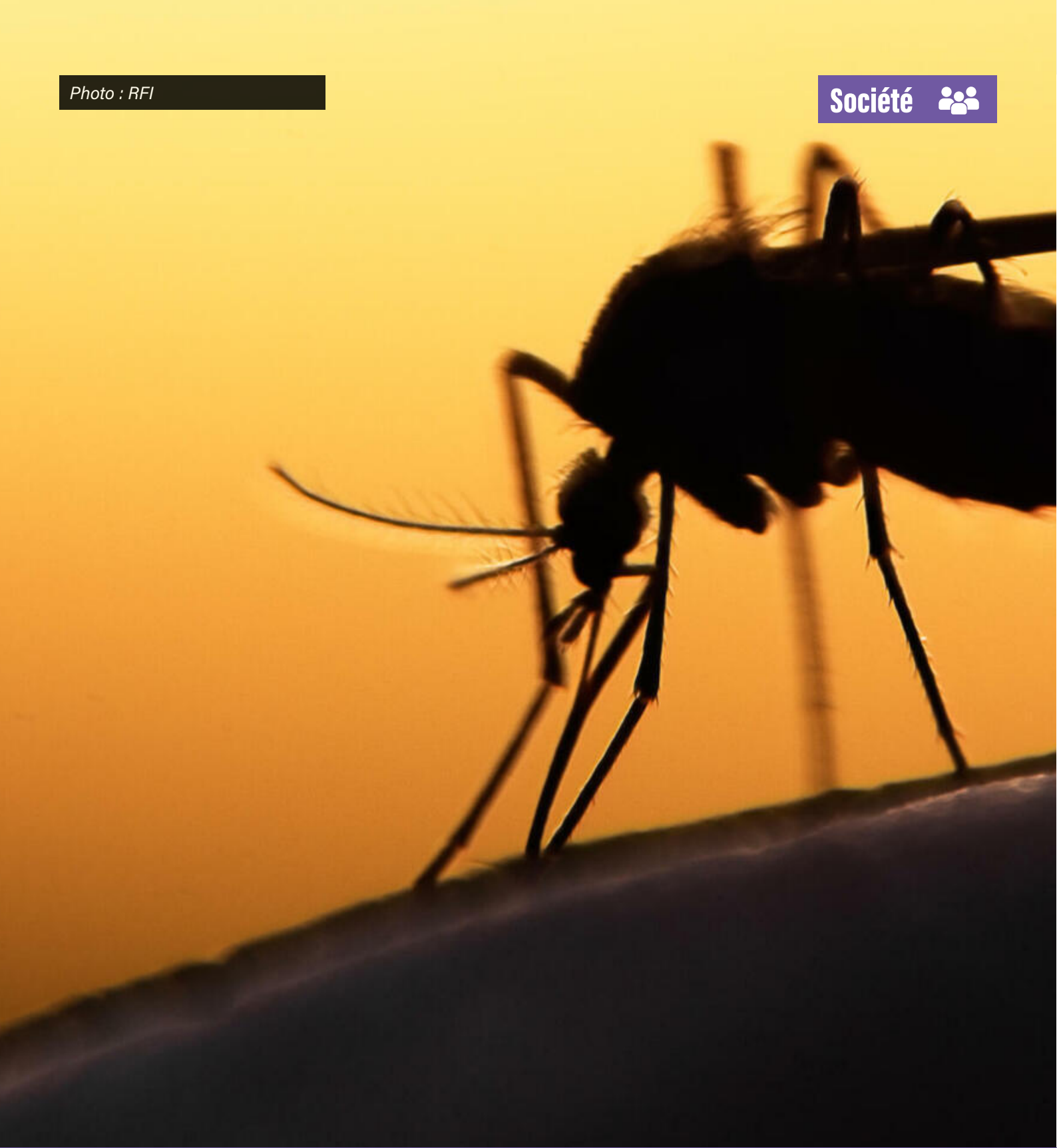
Diversification économique

Enfin, le Sénégal doit travailler à diversifier son économie pour réduire sa dépendance à certains secteurs, comme l'agriculture et la pêche. En développant d'autres secteurs, tels que le tourisme et les technologies de l'information, le pays pourrait accroître ses recettes fiscales et améliorer sa situation budgétaire.

Les défis budgétaires du Sénégal sont complexes et nécessitent une approche intégrée et durable. En renforçant la gestion des finances publiques, en luttant contre la corruption et en diversifiant son économie, le pays peut espérer surmonter ces obstacles et promouvoir un développement économique inclusif pour tous ses citoyens.

Photo : RFI

Société 



L'OMS annonce l'éradication totale du paludisme

après un siècle de lutte




Photo : Africa News Agency

L'OMS ANNONCE L'ÉRADICATION TOTALE DU PALUDISME APRÈS UN SIÈCLE DE LUTTE

L'Égypte est désormais totalement débarrassée du paludisme. Cette information a été annoncée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le dimanche 20 octobre 2024. Ce pays d'Afrique du Nord voit ainsi le bout du tunnel dans sa lutte contre cette maladie, après près d'un siècle d'efforts. Pour l'OMS, ce résultat est qualifié de « véritablement historique », marquant l'aboutissement d'un combat de longue haleine.

« Le paludisme est aussi ancien que la civilisation égyptienne elle-même, mais cette maladie, qui frappait déjà les pharaons, appartient désormais à l'histoire et non à l'avenir », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, dans un communiqué. Il a ajouté : « La certification de l'Égypte comme pays exempt de paludisme est véritablement historique et témoigne de l'engagement du peuple et du gouvernement égyptiens à se débarrasser de ce fléau ancestral. »

Il est important de noter que la certification d'élimination du paludisme est accordée par l'OMS lors-

qu'un pays prouve que la chaîne de transmission du paludisme par les moustiques a été interrompue à l'échelle nationale pendant au moins trois années consécutives. À ce jour, 44 pays et un territoire dans le monde ont été certifiés exempts de paludisme.

Selon les statistiques de l'OMS, le paludisme tue plus de 600 000 personnes chaque année, dont 95 % en Afrique. Bien que le continent regroupe 94 % des cas de la maladie, cinq pays africains figurent sur la liste des pays exempts de paludisme : l'Algérie, le Cap-Vert, le Lesotho, l'île Maurice et les Seychelles. Cependant, 70 % de la charge mondiale du paludisme pèse sur 11 pays africains : le Burkina Faso, le Cameroun, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Soudan et la Tanzanie.

Pour rappel, le paludisme est une maladie potentiellement mortelle causée par des parasites et transmise par les piqûres de moustiques.



Francis Ngannou

Le retour gagnant du combattant camerounais sur le ring

Francis Ngannou, combattant camerounais, a récemment fait sensation en revenant sur le ring après une période d'absence. Ancien champion des poids lourds de l'UFC, Ngannou a captivé les fans de sports de combat avec son charisme, sa puissance et son parcours exceptionnel. Son retour a été marqué par une performance impressionnante, renforçant sa réputation en tant que l'un des meilleurs combattants de sa génération.



CAMEROUN

Société

FRANCIS NGANNOU : LE RETOUR GAGNANT DU COMBATTANT CAMEROUNAIS SUR LE RING

Un parcours remarquable

Francis Ngannou est né le 5 septembre 1986 à Batié, au Cameroun. Son ascension dans les arts martiaux mixtes (MMA) est inspirante. Après avoir grandi dans des conditions difficiles, il a déménagé en France pour poursuivre son rêve de devenir combattant. Ngannou a rapidement gravi les échelons, devenant une figure emblématique de l'UFC grâce à sa puissance de frappe dévastatrice et à son style de combat agressif.

Un retour attendu

Après son départ de l'UFC, Ngannou a pris le temps de se concentrer sur sa carrière et de se préparer pour de nouveaux défis. Son retour sur le ring était très attendu par les fans et les experts du MMA, surtout après son incursion dans le monde de la boxe et ses combats contre Fury et Joshua. Ces combats marquaient une nouvelle étape dans sa carrière, alors qu'il cherchait à prouver qu'il pouvait exceller dans un autre domaine des sports de combat.

Le samedi 19 octobre, pour son retour en MMA, Francis Ngannou a dominé Renan Ferreira à Riyad. Le Camerounais de 38 ans a emmené le Brésilien au sol, concluant violemment le combat dès le premier round. Le voici désormais « champion du monde poids lourds super fights » du PFL, pour son premier combat dans cette organisation. Près de trois ans après son dernier combat de MMA, Francis Ngannou n'a eu besoin que de 3 minutes et 30 secondes pour anéantir le Brésilien, marquant ainsi un retour triomphal sous la bannière du PFL.

Une performance éblouissante

Ngannou a livré une performance exceptionnelle

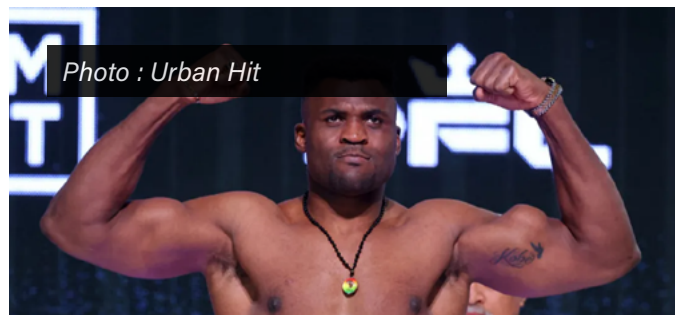


Photo : Urban Hit

lors de son retour. Dès le premier round, il a démontré sa puissance et sa technique, dominant son adversaire avec des coups précis et puissants. Les fans présents dans l'arène ont assisté à un spectacle captivant, alors que Ngannou alliait stratégie et explosivité, fidèle à son style.

Le combat s'est terminé par une victoire convaincante pour Ngannou, qui a su faire taire les critiques et prouver qu'il restait un prétendant sérieux dans le monde des sports de combat. Sa victoire a été saluée par les experts, qui ont souligné son évolution en tant que combattant et sa capacité d'adaptation face à différents styles de combat.

Un impact au-delà du ring

Au-delà de ses performances sportives, Francis Ngannou est un modèle pour de nombreux jeunes, notamment en Afrique. Son histoire de résilience et de détermination inspire des milliers de personnes à poursuivre leurs rêves, quelles que soient les difficultés. Ngannou utilise également sa notoriété pour sensibiliser à des causes importantes, notamment la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans son pays natal.

Le retour gagnant de Francis Ngannou sur le ring témoigne de son talent, de sa détermination et de sa passion pour les arts martiaux. Avec cette victoire, il a non seulement renforcé sa position en tant que combattant de premier plan, mais il a aussi inspiré une nouvelle génération de sportifs. Les fans attendent avec impatience ses prochaines étapes, alors que Ngannou continue de tracer sa voie dans le monde des sports de combat.

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com